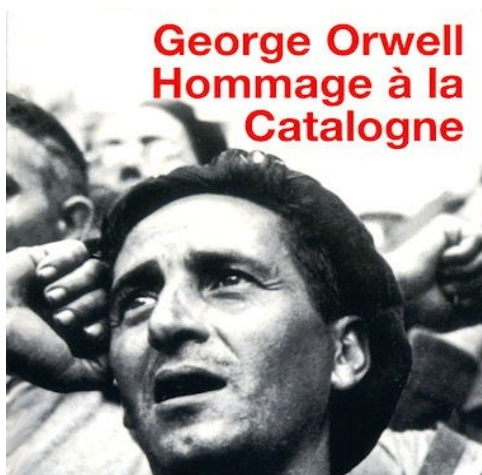




APPENDICE II CE QUE FURENT LES TROUBLES DE MAI À BARCELONE

Si la controverse politique ne vous intéresse pas, non plus que cette foule de partis et sous-partis aux noms embrouillants (à peu près comme ceux des généraux dans une guerre chinoise), alors, je vous en prie, dispensez-vous de lire ce qui va suivre. Cela répugne d'avoir à entrer dans tous les détails de la polémique entre les partis ; c'est comme si l'on plongeait dans un puisard d'aisances. Mais il est nécessaire d'essayer d'établir la vérité, dans toute la mesure du possible. Cette sordide bagarre dans une ville lointaine a plus d'importance qu'il ne pourrait sembler à première vue.

Il ne sera jamais possible de donner un compte rendu des combats de Barcelone absolument exact et impartial, parce que les documents nécessaires font défaut. Les historiens futurs n'auront rien sur quoi s'appuyer, à part une masse d'écrits de propagande et d'attaques partisans. J'ai moi-même peu de données, en dehors de ce que j'ai vu de mes propres yeux et de ce que m'ont appris d'autres témoins oculaires que je crois dignes de foi. Il m'est cependant possible de réfuter quelques-uns des mensonges les plus flagrants et d'aider à tirer les choses au clair.

Premièrement, que se passa-t-il réellement ?

Depuis un certain temps déjà la situation était tendue dans toute la Catalogne. J'ai renseigné le lecteur (dans l'Appendice I) sur le conflit entre les communistes et les anarchistes. Aux environs de mai 1937 les choses en étaient arrivées au point qu'une issue violente paraissait inévitable. La cause directe de la friction fut l'ordre donné par le gouvernement de rendre toutes les armes privées, dans le temps même où il décidait la création d'une force de police « non politique » et puissamment armée, dont devraient être exclus les membres des syndicats. Tout le monde comprit clairement la signification de telles mesures et que, de toute évidence, le prochain coup consisterait à prendre possession de quelques-unes des industries de base contrôlées par la C.N.T. Ajoutez à cela le ressentiment accumulé dans la classe ouvrière du fait du contraste croissant de richesse et de pauvreté, et le vague sentiment général que la révolution avait été sabotée. Beaucoup de gens furent agréablement surpris que le 1er mai se fût passé sans émeutes. Le 3 mai, le gouvernement décida de prendre possession du Central téléphonique dont le fonctionnement avait été assuré depuis le début de la guerre principalement par des travailleurs membres de la C.N.T. ; on allégua qu'il marchait mal et que des communications officielles étaient interceptées. Salas, le chef de la police (en cela dépassa-t-il ou non ses instructions ?) envoya trois camions de gardes civils armés saisir le Central, tandis que des policiers également armés, mais en civil, faisaient dégager les rues avoisinantes. À peu près à la même heure, des détachements de gardes civils s'emparèrent d'autres immeubles situés en des points stratégiques. Quelle qu'ait pu être l'intention véritable, tout le monde crut que c'était là le signal d'une attaque générale de la C.N.T. par les gardes civils et le P.S.U.C. (communistes et socialistes). Le bruit courut dans toute la ville qu'on attaquait les locaux de la classe ouvrière, des anarchistes armés descendirent dans la rue, le travail s'arrêta et la lutte

s'engagea immédiatement. Cette nuit-là et le lendemain matin l'on construisit par toute la ville des barricades, et la lutte se poursuivit sans trêve jusqu'au matin du 6 mai. Toutefois ce fut une lutte, de part et d'autre, surtout défensive. Des locaux furent assiégés, mais, autant que je sache, aucun ne fut pris d'assaut et l'on n'employa pas d'artillerie. En gros, les forces de la C.N.T., de la F.A.I. et du P.O.U.M. tenaient les faubourgs ouvriers tandis que les forces de police armées et le P.S.U.C. tenaient la partie centrale et résidentielle de la ville. Le 6 mai il y eut un armistice, mais on ne tarda pas à reprendre la lutte, probablement à cause des tentatives prématurées de gardes civils pour désarmer les ouvriers de la C.N.T. Le lendemain matin, cependant, les gens commencèrent à quitter les barricades de leur propre mouvement. À peu près jusqu'à la nuit du 5 mai, la C.N.T. avait eu le dessus et un grand nombre de gardes civils s'étaient rendus. Mais il n'y avait ni direction générale acceptée, ni plan bien déterminé – à la vérité, autant qu'on en pouvait juger, pas de plan du tout, seulement une vague résolution de résistance aux gardes civils. Les leaders officiels de la C.N.T. se joignirent à ceux de l'U.G.T. pour demander instamment à tout le monde de reprendre le travail ; une chose primait tout : les vivres allaient manquer. Dans de telles conditions, personne n'était suffisamment sûr de l'issue pour continuer la lutte. Dans l'après-midi du 7 mai la situation était presque normale. Ce soir-là, six mille gardes d'assaut, envoyés par mer de Valence, arrivèrent pour réprimer le soulèvement. Le gouvernement donna l'ordre de rendre toutes les armes, à l'exception de celles détenues par les forces régulières, et durant les quelques jours suivants un grand nombre d'armes furent saisies. D'après l'évaluation officielle, il y aurait eu au cours des combats quatre cents morts et un millier de blessés. Quatre cents morts, c'est peut-être une exagération, mais, comme il n'y a pas moyen de vérifier, il faut bien accepter ce nombre pour exact.

Deuxièmement, quelles furent les conséquences des troubles ?

Évidemment, il est impossible de rien avancer avec certitude à ce sujet. Aucune preuve n'existe que les troubles eurent un effet direct sur le cours de la guerre, mais, se fussent-ils prolongés seulement quelques jours de plus, ils n'auraient pu manquer d'en avoir. Ils servirent de prétexte à placer la Catalogne sous l'autorité directe de Valence, à hâter la dissolution des milices et à supprimer le P.O.U.M., et indubitablement ils ont été aussi pour quelque chose dans le renversement du ministère Caballero. Toutefois nous pouvons être assurés que tout cela aurait eu lieu de toute manière. La question réelle est de savoir si les travailleurs de la C.N.T. qui descendirent dans la rue ont gagné ou perdu à résister en cette circonstance. Ce n'est de ma part que simple conjecture, mais je pense qu'ils ont gagné plus qu'ils n'ont perdu. La saisie du Central téléphonique ne fut qu'un épisode dans tout un processus. Depuis l'année précédente on avait manœuvré pour retirer graduellement aux syndicats leur pouvoir direct, et un mouvement continu de transfert se poursuivait pour passer du contrôle de la classe ouvrière à un contrôle centralisé conduisant à un capitalisme d'État, ou, chose possible, à une réintroduction du capitalisme privé. Le fait qu'il y ait eu alors résistance a probablement ralenti l'évolution. Un an après le déclenchement de la guerre les ouvriers de Catalogne avaient perdu une grande partie de leur pouvoir, mais ils étaient encore dans une situation relativement favorable. Elle eût pu l'être moins, s'ils s'étaient montrés disposés à subir passivement toute espèce de provocation. Il est des cas où il vaut mieux être vaincu après avoir lutté que de ne pas lutter du tout.

Troisièmement, quel dessein – à supposer qu'il y en eût un – cachait cette émeute ? S'est-il agi d'une sorte de coup d'État ou de tentative révolutionnaire ? Et le but était-il précisément de renverser le gouvernement ? Et cela fut-il concerté d'avance ?

À mon avis, la lutte fut concertée d'avance en ce sens seulement que tout le monde s'attendait à ce qu'il y en eût une. Mais rien ne montra qu'il y eût un plan arrêté, ni d'un côté ni de l'autre. Du côté des anarchistes, presque certainement l'action fut spontanée, car elle fut l'affaire surtout des simples membres. Les gens du peuple descendirent dans la rue et leurs leaders politiques suivirent à contrecœur, ou ne suivirent pas du tout. Les seuls même à parler en révolutionnaires, ce furent les

Amis de Durruti, petit groupement extrémiste faisant partie de la F.A.I., et le P.O.U.M. Mais je le répète, ils ne faisaient que suivre, ils ne menaient pas. Les Amis de Durruti diffusèrent une sorte de tract révolutionnaire, mais seulement le 5 mai ; on ne peut donc prétendre que ce tract fut à l'origine des troubles, qui s'étaient déclenchés d'eux-mêmes deux jours auparavant. Les leaders officiels de la C.N.T. désavouèrent dès le début toute l'affaire. Il y avait à cela bien des raisons. D'abord, du fait que la C.N.T. était toujours représentée dans le gouvernement et dans la Généralité, on pouvait être sûr que ses leaders se montreraient plus conservateurs que leurs partisans. En second lieu, le but principal des leaders de la C.N.T. était de parvenir à une alliance avec l'U.G.T. ; or la lutte ne pouvait manquer d'élargir le fossé entre la C.N.T. et l'U.G.T., tout au moins pour un temps. En troisième lieu – mais ceci on ne l'a généralement pas su au moment –, les leaders anarchistes craignirent, si les choses allaient au-delà d'un certain point et si les ouvriers s'emparaient de la ville, comme ils étaient peut-être en mesure de le faire le 5 mai, qu'il se produisît une intervention étrangère. Un croiseur et deux torpilleurs britanniques avaient cerné le port, et sans aucun doute il y avait d'autres navires de guerre non loin. Les journaux anglais révélèrent que ces navires se dirigeaient sur Barcelone « pour protéger les intérêts britanniques », mais en fait ils s'abstinrent de faire quoi que ce soit : ils ne débarquèrent pas d'hommes et ne recueillirent à bord aucun réfugié. Il ne peut pas y avoir de certitude à ce sujet, mais il était pour le moins probable, parce que dans la nature des choses, que le gouvernement britannique, qui n'avait pas remué le petit doigt pour sauver de Franco le gouvernement espagnol, ne manquerait pas d'intervenir à temps pour le sauver de sa propre classe ouvrière.

Les leaders du P.O.U.M. ne désavouèrent pas la résistance ; en fait ils incitèrent leurs partisans à rester sur les barricades et même donnèrent leur approbation (dans La Batalla du 6 mai) au tract extrémiste diffusé par les Amis de Durruti. Il demeure une grande incertitude au sujet de ce tract dont aujourd'hui personne ne semble en mesure de produire un exemplaire. Dans certains journaux étrangers on en parla comme d'une « affiche incendiaire » dont tous les murs de la ville furent « tapissés ». Il n'y eut certainement pas d'affiche de ce genre. À force de recoupements j'ai pu déterminer que le tract réclamait : 1) la formation d'un conseil révolutionnaire (junte) ; 2) l'exécution de ceux qui étaient responsables de l'attaque du Central téléphonique ; 3) le désarmement des gardes civils. On ne sait pas non plus très précisément jusqu'à quel point La Batalla exprima son accord avec le tract. Personnellement, je n'ai vu ni le tract ni La Batalla de ce jour-là. Le seul prospectus que j'aie vu pendant les troubles fut celui qui fut tiré par un tout petit groupement de trotskystes (« bolcheviks-léninistes ») le 4 mai, et qui se bornait à dire : « Tout le monde aux barricades, grève générale dans toutes les industries, sauf dans les industries de guerre ». Autrement dit, il réclamait que l'on fît ce que l'on était déjà en train de faire. Mais en réalité les leaders du P.O.U.M. eurent une attitude pleine d'hésitation. Ils n'avaient jamais été pour une insurrection tant que ne serait pas gagnée la guerre contre Franco ; mais d'autre part, les ouvriers étant descendus dans la rue, les leaders du P.O.U.M. adoptèrent, de façon assez pédantesque, la ligne de conduite marxiste qui veut que, lorsque les ouvriers descendent dans la rue, ce soit le devoir des partis révolutionnaires d'être à leurs côtés. De là vient que, tout en lançant des mots d'ordre révolutionnaires, sur « le réveil de l'esprit du 19 juillet », etc., ils firent tout leur possible pour limiter l'action des ouvriers à la défensive. Ils ne donnèrent jamais, par exemple, l'ordre d'attaquer aucun local ; ils commandèrent simplement à leurs partisans de rester vigilants et (comme je l'ai indiqué dans le chapitre IX) d'éviter autant que possible de tirer. La Batalla également publia des instructions d'après lesquelles il n'était permis à aucune troupe de quitter le front. Autant qu'on en peut juger, je dirai que la responsabilité du P.O.U.M. se borne à avoir engagé tout le monde à rester sur les barricades, et probablement à avoir persuadé un certain nombre de gens d'y rester plus longtemps qu'ils ne l'eussent fait sans cela. Ceux qui furent en contact personnel avec les leaders du P.O.U.M. à cette date (je ne le fus pas moi-même) m'ont dit qu'à la vérité ceux-ci étaient consternés par toute l'affaire, mais qu'ils avaient le sentiment qu'ils devaient y prendre part. Après coup, naturellement, on tira comme toujours parti de tout cela politiquement. Gorkin, l'un des leaders du P.O.U.M., alla même jusqu'à parler, un peu plus tard, des « jours

glorieux de mai ». Du point de vue de la propagande, cela a peut-être été une bonne chose ; il est certain que les effectifs du P.O.U.M. s'accrurent durant ce peu de temps qui s'écoula entre les événements de mai et sa suppression. Mais au point de vue tactique, ce fut probablement une erreur d'appuyer le tract des Amis de Durruti, de ce groupement très restreint et normalement hostile au P.O.U.M. Vu la surexcitation générale et tout ce que l'on disait dans l'un et l'autre camp, ce tract ne voulait rien dire de plus, en réalité, que « restez aux barricades » ; mais en semblant l'approuver, tandis que Solidaridad Obrera, le journal anarchiste, le désavouait, les leaders du P.O.U.M. facilitèrent la tâche à la presse communiste pour prétendre par la suite que les troubles avaient été une sorte d'insurrection fomentée uniquement par le P.O.U.M. Toutefois nous pouvons être persuadés que la presse communiste aurait, de toute manière, trouvé moyen de le prétendre. Ce n'était rien en comparaison des accusations qui furent lancées, et avant et après, sur de plus faibles apparences. Les leaders de la C.N.T. ne gagnèrent pas grand chose par leur attitude plus prudente ; on les loua de leur loyalisme, mais, dès que l'occasion s'en présenta, on les évinça du gouvernement et de la Généralité.

Autant qu'on en peut juger d'après ce que disaient les gens sur le moment, il n'y eut nulle part un véritable dessein révolutionnaire. On trouvait derrière les barricades surtout de simples travailleurs de la C.N.T. et, parmi eux, probablement quelques travailleurs de l'U.G.T. ; et ce qu'ils cherchaient ce n'était pas à renverser le gouvernement, mais à résister à ce qu'ils considéraient, à tort ou à raison, comme une attaque de la police. Ce fut une action essentiellement défensive que la leur et je doute fort qu'on soit en droit de la dépeindre, ainsi que l'ont fait presque tous les journaux étrangers, comme une « insurrection ». Car une « insurrection » implique une action agressive et un plan précis. À plus exactement parler, ce fut une émeute – une émeute très sanglante parce que dans les deux camps on avait des armes à feu en main et qu'on était disposé à s'en servir.

Mais sur le chapitre des intentions, que faut-il penser de l'autre camp ? S'il ne s'est pas agi d'un coup d'État anarchiste, s'est-il agi peut-être d'un coup d'État communiste – d'un effort concerté pour écraser d'un seul coup le pouvoir de la C.N.T. ?

Je ne le crois pas, bien que certains faits pourraient amener à pareil soupçon. Il est significatif que quelque chose de tout à fait semblable (la saisie du Central téléphonique par la police armée agissant d'après des ordres reçus de Barcelone) se soit produit à Tarragone deux jours plus tard. Et à Barcelone le raid sur le Central téléphonique ne fut pas un acte isolé. En différentes parties de la ville des détachements de gardes civils et de membres du P.S.U.C. s'emparèrent de locaux situés en des points stratégiques, sinon exactement juste avant le déclenchement des troubles, en tout cas avec une surprenante promptitude. Mais ce qu'il ne faut pas oublier, c'est que cela s'est passé en Espagne, et non en Angleterre. Barcelone est une ville ayant dans son histoire un long passé de guerres de rues. En de tels endroits les choses vont vite, les factions sont toutes constituées, chacun connaît la géographie politique locale, et dès que partent les premiers coups de feu les gens sont aussitôt en place presque comme dans des exercices de sauvetage. Probablement les responsables de la saisie du Central téléphonique s'attendaient-ils à des troubles – quoique peut-être pas sur une échelle si vaste – et avaient-ils pris des dispositions pour y faire face. Mais il ne s'ensuit pas qu'ils projetaient une attaque générale contre la C.N.T. Pour deux raisons, je ne crois pas que d'aucun côté on ait fait des préparatifs en vue d'une lutte généralisée :

1) Aucun des deux camps n'avait amené de troupes à Barcelone auparavant. Le combat se livra seulement entre ceux qui étaient déjà précédemment à Barcelone, et surtout entre les civils et la police.

2) Les vivres manquèrent presque immédiatement. Or tous ceux qui ont servi en Espagne savent que l'unique activité de guerre à laquelle les Espagnols excellent réellement est le ravitaillement de leurs troupes. Il est fort improbable que si l'un des adversaires avait envisagé une ou deux semaines de guerre de rues et une grève générale, il n'eût pas auparavant constitué des réserves de vivres.

Venons-en enfin à la question du juste et de l'injuste en cette affaire.

On a fait un terrible raffut dans la presse à l'étranger, mais, comme d'habitude, un seul son de cloche a pu se faire entendre. Si bien que les troubles de Barcelone ont été présentés comme une insurrection des anarchistes et des trotskystes déloyaux qui « poignardaient le gouvernement espagnol dans le dos », et ainsi de suite. Ce qui s'était passé n'était pas tout à fait aussi simple que cela. Il est hors de doute que, lorsque vous êtes en guerre avec votre ennemi mortel, il est préférable de ne pas commencer par vous battre entre vous dans votre propre camp ; mais il convient de ne pas oublier qu'il faut être deux pour une querelle et que les gens ne se mettent pas à construire des barricades sans que l'on se soit livré à leur égard à des actes qu'ils considèrent comme une provocation.

La source des troubles, ce fut l'ordre donné par le gouvernement aux anarchistes de rendre leurs armes. Ce qui, dans la presse anglaise traduit en termes anglais, donna ceci : on avait un extrême besoin d'armes sur le front d'Aragon où l'on ne pouvait pas en envoyer parce que les anarchistes mauvais patriotes les retenaient à l'arrière. Présenter ainsi les choses c'est feindre d'ignorer l'état réel des choses en Espagne. Tout le monde savait que les anarchistes et le P.S.U.C., les uns aussi bien que les autres, amassaient des armes ; et quand les troubles éclatèrent à Barcelone, cela devint encore plus manifeste ; dans l'un et l'autre camp on exhiba des armes en abondance. Les anarchistes savaient fort bien que même s'ils consentaient, pour leur propre part, à rendre leurs armes, le P.S.U.C., le parti politiquement le plus puissant en Catalogne, n'en conserverait pas moins, lui, les siennes ; et c'est en effet ce qui se passa, lorsque les combats eurent pris fin. En attendant, dans les rues l'on voyait des quantités d'armes, qui eussent été les bienvenues sur le front d'Aragon, et qui étaient retenues à l'arrière pour les forces de la police « non politique ». Et sous tout cela il y avait l'inconciliable différend entre communistes et anarchistes, qui devait fatalement conduire, tôt ou tard, à quelque conflit. Depuis le début de la guerre le parti communiste espagnol s'était énormément accru en nombre et avait accaparé la majeure partie du pouvoir politique ; de plus, des milliers de communistes étrangers étaient venus en Espagne et bon nombre d'entre eux déclaraient ouvertement leur intention de « liquider » l'anarchisme aussitôt qu'on aurait gagné la guerre contre Franco. Dans de telles circonstances l'on pouvait difficilement s'attendre à ce que les anarchistes rendissent les armes dont ils avaient pris possession dans l'été de 1936.

La saisie du Central téléphonique ne fut que l'étincelle qui mit le feu à une bombe qui n'attendait que cela pour exploser. On peut tout juste admettre que les responsables s'imaginèrent peut-être qu'il n'en résulterait pas d'émeute. Companys, le président catalan, aurait déclaré en riant, peu de jours auparavant, que les anarchistes encaisseraient tout. Mais ce n'était assurément pas un acte sage. Depuis des mois les échauffourées sanglantes entre communistes et anarchistes se succédaient. La Catalogne, et particulièrement Barcelone, était dans un état de tension qui avait déjà donné lieu à des bagarres dans les rues, à des assassinats, etc. Et voilà que soudain le bruit courut dans toute la ville que des hommes armés étaient en train d'attaquer les locaux dont les ouvriers s'étaient emparés au cours des combats de juillet et à la possession desquels ils attachaient une grande importance sentimentale. Il faut se rappeler que les gardes civils n'étaient pas aimés de la population ouvrière. Depuis des générations la guardia avait tout simplement été un apanage du grand propriétaire terrien et du patron ; et les gardes civils étaient doublement haïs parce qu'on soupçonnait, et fort justement, leurs sentiments antifascistes d'être des plus douteux. Il est probable que ce qui fit descendre le peuple dans la rue dans les premières heures, ce fut une émotion toute semblable à celle qui l'avait poussé à résister aux généraux rebelles au début de la guerre. Bien sûr, on peut soutenir que les travailleurs de la C.N.T. eussent dû remettre le Central téléphonique sans protester. Sur ce sujet l'opinion de chacun dépend de la position prise en face de la question gouvernement centralisé ou contrôle ouvrier ? On pourrait arguer avec plus de pertinence : « Oui, la C.N.T. avait très probablement une excuse. Mais, tout de même, l'on était en guerre et ils n'avaient pas le droit d'entamer une lutte à l'arrière du front. » Là, je suis parfaitement d'accord. Tout

désordre intérieur dut probablement aider Franco. Mais qu'est-ce qui, au fait, déclencha la lutte ? Que le gouvernement ait eu ou non le droit de saisir le Central téléphonique, il n'en reste pas moins vrai, et c'est là l'important, qu'étant donné les circonstances c'était une mesure qui devait fatalement déclencher le conflit. C'était un acte de provocation, un geste qui signifiait en réalité, et qui était vraisemblablement accompli pour signifier : « C'en est fini de votre pouvoir... c'est nous, à présent, qui sommes les maîtres ». Il n'y avait pas de bon sens à s'attendre à autre chose qu'à de la résistance. Si l'on garde un souci d'équité, on ne peut pas ne pas se rendre compte que la faute n'était pas – ne pouvait pas être, dans une affaire de cette sorte – toute du même côté. Si l'on a communément accepté une version des événements qui ne fait état que d'un seul son de cloche, c'est tout simplement que les partis révolutionnaires espagnols n'ont pas pied dans la presse étrangère. Dans la presse anglaise, en particulier, il vous faudrait longtemps chercher avant de découvrir, pour n'importe quelle période de la guerre, quelque allusion favorable aux anarchistes espagnols. Ils ont été systématiquement dénigrés et, je le sais par ma propre expérience, il est presque impossible d'obtenir l'impression d'un écrit pour leur défense.

J'ai tâché de parler des troubles de Barcelone objectivement, mais, évidemment, personne ne peut être absolument objectif à propos d'une question de ce genre. On est pratiquement obligé de prendre parti, et il doit apparaître assez clairement de quel côté je suis. En outre, je dois inévitablement avoir commis des erreurs sur les faits, non seulement dans cet Appendice, mais en d'autres parties de ce récit. Il est très difficile d'écrire avec exactitude sur la guerre d'Espagne, car l'on manque de documents qui soient autre chose que de la propagande. Je mets donc en garde tous mes lecteurs contre ma partialité et contre mes erreurs. Toutefois j'ai fait tout mon possible pour être honnête. Et l'on verra que mon compte rendu diffère totalement de celui qu'a donné la presse étrangère, spécialement la presse communiste. Il est nécessaire d'examiner la version communiste parce qu'elle a été publiée dans le monde entier, parce qu'elle n'a pas cessé depuis d'être très fréquemment complétée, et parce qu'elle est probablement la plus généralement acceptée.

Dans la presse communiste et pro-communiste, toute la responsabilité des troubles de Barcelone fut rejetée sur le P.O.U.M. L'affaire fut présentée non comme une émeute spontanée, mais comme une insurrection préméditée et préparée contre le gouvernement, et fomentée uniquement par le P.O.U.M. avec l'aide d'un petit nombre d'« incontrôlables » abusés. Qui plus est, ce fut finalement un complot fasciste, mis à exécution d'après des ordres fascistes, et destiné à déclencher à l'arrière une guerre civile et à paralyser ainsi le gouvernement. Le P.O.U.M. était la « cinquième colonne de Franco » – une organisation « trotskyste » travaillant en accord avec les fascistes. Selon le Daily Worker du 11 mai :

« Les agents allemands et italiens qui affluèrent à Barcelone, sous prétexte de « préparer » le fameux « congrès de la IVe Internationale », n'avaient qu'une seule grande tâche. À savoir :

« Ils devaient – avec le concours des trotskystes de l'endroit – préparer en provoquant désordres et effusions de sang un état de choses tel qu'il permît aux Allemands et aux Italiens de déclarer qu'il leur était « impossible d'exercer le contrôle naval des côtes catalanes du fait des troubles régnant à Barcelone », et par conséquent qu'il leur était « impossible de faire autrement que de débarquer des troupes à Barcelone ».

« Autrement dit, ce qu'ils préparaient c'était une situation pouvant servir de prétexte aux gouvernements allemand et italien à faire débarquer tout à fait ouvertement sur les côtes catalanes des troupes de terre ou de l'infanterie de marine, en déclarant qu'ils ne le faisaient que « pour rétablir l'ordre »...

« Pour cela, les gouvernements allemand et italien avaient un instrument tout prêt en l'espèce, l'organisation trotskyste connue sous le nom de P.O.U.M.

« Le P.O.U.M., agissant avec le concours d'éléments criminels bien connus et d'un certain nombre de fourvoyés appartenant aux organisations anarchistes, conçut le plan, organisa et mena l'attaque sur l'arrière, de façon à la faire exactement coïncider avec l'attaque sur le front à Bilbao », etc.

Dans la suite de l'article, les troubles de Barcelone deviennent l'« attaque du P.O.U.M. » et, dans un autre article de ce même numéro de journal, on affirme que « c'est au P.O.U.M. indiscutablement qu'il faut imputer la responsabilité du sang versé en Catalogne ». Inprecor du 29 mai déclare que les barricades élevées à Barcelone le furent « uniquement par des membres du P.O.U.M., organisés par ce parti en vue de cette tâche ».

Je pourrais faire encore un grand nombre de citations, mais tout cela est suffisamment clair : le P.O.U.M. était entièrement responsable et le P.O.U.M. agissait d'après les ordres des fascistes. Je donnerai tout à l'heure encore quelques traits des comptes rendus parus dans la presse communiste ; on verra qu'ils se contredisent entre eux à tel point qu'ils en perdent absolument toute valeur. Mais il convient auparavant d'attirer l'attention sur plusieurs raisons a priori qui font que la version des troubles de mai, insurrection fasciste menée par le P.O.U.M., est autant dire incroyable :

1) Le P.O.U.M. n'avait ni l'importance numérique ni l'influence nécessaire pour provoquer des désordres d'une telle ampleur. Encore moins avait-il le pouvoir d'ordonner la grève générale. Le P.O.U.M. était une organisation politique sans base véritable dans les syndicats et il n'eût guère été plus capable d'organiser une grève à Barcelone que, disons par exemple, le parti communiste anglais le serait de déclencher la grève générale à Glasgow. Comme je l'ai déjà dit, les leaders du P.O.U.M. ont pu par leur attitude contribuer quelque peu à prolonger la lutte ; mais, même l'eussent-ils voulu qu'ils n'auraient pas pu en être les promoteurs.

2) Le prétendu complot fasciste se fonde sur une simple affirmation, que tous les faits démentent. On nous dit que le plan était de permettre aux gouvernements allemand et italien de débarquer des troupes en Catalogne : mais aucun transport de troupes allemand ou italien n'approcha de la côte. Quant au « congrès de la IVe Internationale », et aux « agents allemands et italiens », c'est un pur mythe ! Autant que je sache, il n'avait même jamais été question d'un congrès de la IVe Internationale. On avait fait vaguement le projet d'un congrès du P.O.U.M. et de ses partis-frères (I.L.P. anglais, S.A.P. allemand, etc.) ; on en avait approximativement fixé l'époque dans le courant de juillet – deux mois plus tard – et pas un seul délégué n'était encore arrivé. Les « agents allemands et italiens » n'ont pas d'existence en dehors des colonnes du Daily Worker. Tous ceux qui ont passé la frontière à cette époque savent qu'il n'était pas si facile que cela d'« affluer » en Espagne, et pas plus facile, du reste, d'en sortir.

3) Il ne se passa rien, ni à Lérida, la principale place forte du P.O.U.M., ni sur le front. Il saute aux yeux que si les leaders du P.O.U.M. avaient voulu aider les fascistes, ils auraient donné l'ordre à leurs milices de quitter le front et de laisser les fascistes passer. Or ils ne firent ni ne suggérèrent rien de semblable. Et on ne ramena pas d'hommes du front les jours précédents, quoiqu'il eût été assez facile de faire revenir clandestinement à Barcelone, sous divers prétextes, disons un ou deux milliers de miliciens. Et il n'y eut aucune tentative, même indirecte, de sabotage du front : aucun arrêt dans les transports de vivres, de munitions, etc. Je puis l'affirmer, car j'ai, par la suite, fait une enquête à ce sujet. Et enfin surtout, une insurrection concertée, du genre de celle que l'on nous peint, eût nécessité des mois de préparation, une propagande subversive dans les milices, etc. Or nul signe, nul bruit de tout cela. Le fait que les milices au front ne prirent aucune part à l'« insurrection » devrait paraître, à lui seul, concluant. Si le P.O.U.M. avait réellement préparé un coup d'État, il est inconcevable qu'il ne se fût pas servi des dix milliers environ d'hommes armés qui constituaient la seule force qu'il eût.

De ce qui précède il ressort assez clairement que la thèse communiste d'une « insurrection » du P.O.U.M. selon des ordres fascistes repose sur moins que rien. Je vais encore vous communiquer quelques extraits de la presse communiste. Les comptes rendus communistes de l'incident-point de départ, de l'attaque du Central téléphonique, sont de nature à ouvrir les yeux ; ils ne s'accordent entre eux sur aucun point sauf sur celui de rejeter toute la responsabilité sur les adversaires politiques. Il est à remarquer que dans les journaux communistes anglais, la responsabilité a d'abord été rejetée sur les anarchistes, et seulement plus tard sur le P.O.U.M. Il y a une raison bien évidente à cela. Tout le monde en Angleterre n'a pas entendu parler de « trotskysme », tandis que toute

personne de langue anglaise frissonne au mot « anarchiste ». Qu'on fasse donc d'abord savoir que ce sont les anarchistes qui sont impliqués dans cette affaire et l'atmosphère de prévention souhaitée sera créée ; après quoi il ne restera plus qu'à tranquillement faire passer la responsabilité sur le dos des « trotskystes » ! Le Daily Worker du 6 mai commence ainsi :

« Une bande d'anarchistes minoritaires a, au cours des journées de lundi et mardi, saisi et tenté de conserver le bureau central des téléphones et télégraphes, et ils se sont mis à tirer des coups de feu dans les rues. »

Rien de tel pour commencer qu'un renversement des rôles ! Les gardes civils attaquent un local occupé par la C.N.T., et voilà que c'est la C.N.T. que l'on représente comme donnant l'assaut à son propre local – s'attaquant elle-même en fait ! D'autre part le Daily Worker du 11 mai déclare :

« Le ministre de la Sécurité publique, Aiguade, Catalan de gauche, et le commissaire général à l'Ordre public, Rodrigue Salas, des socialistes unifiés, envoyèrent la police armée de la République au Central téléphonique pour en désarmer les employés, membres pour la plupart des syndicats de la C.N.T. »

Voilà qui ne semble pas s'accorder très bien avec la précédente affirmation ; néanmoins le Daily Worker ne fit pas paraître la moindre insertion pour reconnaître qu'il s'était trompé la première fois. Le Daily Worker du 11 mai affirme que les tracts des Amis de Durruti, qui furent désavoués par la C.N.T., parurent les 4 et 5 mai, durant les combats. Inprecor (22 mai) déclare qu'ils parurent le 3 mai, avant les combats, et ajoute que, « en présence de ces faits » (la parution de différents tracts) :

« La police, avec à sa tête le préfet de police en personne, occupa le Central téléphonique au cours de l'après-midi du 3 mai. Des coups de feu furent tirés sur la police dans l'exercice de ses fonctions. Ce fut le signal pour les provocateurs qui se mirent à tirer par toute la ville pour déclencher des échauffourées. »

Et voici ce que dit Inprecor du 29 mai :

« À trois heures de l'après-midi le commissaire à la Sécurité publique, le camarade Salas, se rendit au Central téléphonique qui avait été occupé la nuit précédente par cinquante membres du P.O.U.M. et divers éléments incontrôlables. »

Voilà qui paraît plutôt curieux ! L'occupation du Central téléphonique par cinquante membres du P.O.U.M. est ce que l'on peut appeler un détail pittoresque et on se serait attendu à ce que quelqu'un l'eût remarqué au moment même. Or il apparaît qu'on ne l'a découvert que trois ou quatre semaines plus tard ! Dans un autre numéro d'Inprecor les cinquante membres du P.O.U.M. deviennent cinquante miliciens du P.O.U.M. Il serait difficile de rassembler à propos d'un même fait plus de contradictions que n'en contiennent ces quelques courts extraits. Une fois ce sont les membres de la C.N.T. qui attaquent le Central, une autre fois ce sont eux qui y sont attaqués ; tour à tour on prétend qu'un tract paraît avant la saisie du Central téléphonique et qu'il est cause de celle-ci, ou qu'il paraît après cette saisie et qu'il en est la conséquence ; tantôt les occupants du Central sont des membres de la C.N.T., et tantôt ce sont des membres du P.O.U.M. – et ainsi de suite. Et dans un numéro ultérieur du Daily Worker (celui du 3 juin), M. J.-R. Campbell nous informe que le gouvernement n'a fait saisir le Central téléphonique que parce qu'on avait déjà élevé des barricades !

Faute de place, je n'ai fait ici état que des comptes rendus se rapportant à un seul incident, mais les mêmes contradictions entre les récits se retrouvent à travers toute la presse communiste. En outre maintes relations de faits sont de toute évidence des histoires inventées à plaisir. Voici, par

exemple, ce que rapporte le Daily Worker (7 mai) et qui aurait été dit à l'ambassade d'Espagne à Paris :

« L'un des traits les plus significatifs du soulèvement fut qu'au balcon de plusieurs maisons de Barcelone on fit flotter le vieux drapeau monarchiste, dans la conviction certainement que les agents du soulèvement s'étaient rendus maîtres de la situation. »

Le Daily Worker a très probablement reproduit en toute bonne foi cette déclaration, mais ceux qui, à l'ambassade d'Espagne, en sont les auteurs ne peuvent qu'avoir menti délibérément. On ne me fera pas croire qu'aucun Espagnol puisse être aussi mal au courant de la situation intérieure ! Un drapeau monarchiste à Barcelone ! Mais c'eût été la seule chose capable d'unir en un rien de temps les factions rivales ! Même les communistes sur place n'ont dû pouvoir s'empêcher de sourire en lisant cela ! Et il en va de même pour les récits publiés dans les divers journaux communistes au sujet des armes dont le P.O.U.M. est censé s'être servi pendant l'« insurrection ». Ne peuvent y croire que ceux qui ont tout ignoré des faits réels. Dans le Daily Worker du 17 mai, M. Frank Pitcairn déclare :

« Ils se servirent effectivement de toutes sortes d'armes pour leur attentat. De celles que depuis des mois ils volaient et cachaient, et même de tanks qu'ils volèrent dans les casernes tout au début de l'insurrection. Il est évident que des vingtaines de mitrailleuses et plusieurs milliers de fusils sont encore en leur possession. »

Inprecor du 29 mai déclare également :

« Le 3 mai le P.O.U.M. avait à sa disposition quelques douzaines de mitrailleuses et plusieurs milliers de fusils... Sur la place d'Espagne, les trotskystes mirent en action des batteries de canons de 75 qui étaient destinées au front d'Aragon et que les milices avaient soigneusement cachées sur place dans leurs locaux. »

M. Pitcairn ne nous dit pas comment et quand il devint évident que le P.O.U.M. possédait des vingtaines de mitrailleuses et plusieurs milliers de fusils. J'ai fait le dénombrement des armes que contenaient trois des principaux locaux du P.O.U.M. – environ quatre-vingt fusils, quelques bombes, aucune mitrailleuse, autrement dit, tout juste ce qui était nécessaire pour armer les gardes qu'à cette époque tous les partis politiques plaçaient dans leurs locaux. Il paraît curieux que, ensuite, lorsque le P.O.U.M. eut été supprimé et tous ses locaux saisis, ces milliers d'armes n'aient jamais été découvertes, en particulier les tanks et les canons qui ne sont pas précisément le genre de choses qui se peuvent cacher dans une cheminée ! Mais ce qui est révélateur dans les deux déclarations ci-dessus, c'est la totale ignorance des conditions locales dont elles témoignent. Selon M. Pitcairn, le P.O.U.M. vola des tanks « dans les casernes ». Il ne nous dit pas dans quelles casernes. Les miliciens du P.O.U.M. qui se trouvaient à Barcelone – relativement en petit nombre à cette époque, car l'on avait cessé de recruter directement pour les milices de partis – partageaient la caserne Lénine avec des troupes de l'armée populaire considérablement plus nombreuses. M. Pitcairn nous demande de croire, par conséquent, que le P.O.U.M. fut, pour voler ces tanks, de connivence avec l'armée populaire ! Même remarque au sujet des « locaux » dans lesquels furent cachés des canons de 75. Aucune indication pour nous apprendre où se trouvaient ces locaux. De nombreux journaux ont parlé de ces batteries de canons qui auraient été mises en action sur la place d'Espagne, mais je crois que nous pouvons dire avec certitude qu'elles n'ont jamais existé. Comme je l'ai déjà relaté, je n'ai entendu moi-même aucun tir d'artillerie durant les troubles, et pourtant je n'étais guère qu'à un mille de la place d'Espagne. Quelques jours plus tard j'ai examiné la place d'Espagne et n'ai pu trouver sur aucun immeuble la moindre trace d'éclats d'obus. Et un témoin oculaire qui était dans le voisinage pendant toute la durée des troubles déclare formellement qu'on n'y a jamais vu paraître aucun canon. (Soit dit en passant, cette histoire de canons volés pourrait

bien avoir eu pour auteur le consul général russe, Antonov-Ovseenko. C'est lui, en tout cas, qui la communiqua à un journaliste anglais bien connu qui, ensuite, la répéta en toute bonne foi dans un hebdomadaire. Depuis, Antonov-Ovseenko a été « épuré ». Dans quelle mesure cela porte atteinte à sa crédibilité, je ne sais.) La vérité, bien entendu, c'est que ces contes à propos de tanks, canons de campagne et le reste ont été inventés pour les besoins de la cause, car sinon il eût été bien difficile de concilier dans la version officielle des événements l'ampleur des troubles de Barcelone avec la faiblesse numérique du P.O.U.M. Or, s'il était nécessaire de crier bien haut que le P.O.U.M. était entièrement responsable des troubles, il était non moins nécessaire de crier non moins haut que c'était un parti insignifiant, sans base, et, selon Inprecor, « ne comptant que quelques milliers de membres ». Le seul espoir de rendre croyables à la fois les deux assertions c'était de prétendre que le P.O.U.M. possédait tout l'armement d'une armée moderne motorisée.

Il est impossible, quand on parcourt tous les comptes rendus dans la presse communiste, de ne pas s'apercevoir qu'ils ont été sciemment fabriqués à l'adresse d'un public ignorant des faits, et qu'ils n'ont d'autre but que de créer une prévention. De là, par exemple, des affirmations telles que celles de M. Pitcairn qui, dans le Daily Worker du 11 mai, prétend que l'« insurrection » fut réprimée par l'armée populaire. L'intention, ici, c'est de donner à l'étranger l'impression que la Catalogne tout entière s'est vigoureusement dressée contre les « trotskystes ». En réalité, l'armée populaire resta neutre pendant toute la durée des troubles ; tout le monde à Barcelone le savait et il est difficile de croire que M. Pitcairn a été le seul à ne pas le savoir. De là aussi, dans la presse communiste, les tours de passe-passe avec les statistiques des tués et des blessés, dans le but de donner une idée exagérée de l'échelle des désordres. À en croire Diaz, le secrétaire général du parti communiste espagnol, que la presse communiste cite abondamment, le nombre des morts aurait été de neuf cents et celui des blessés de deux mille cinq cents. Selon le ministre de la Propagande, un Catalan, il y eut (et il n'est guère probable qu'il sous-évalue) quatre cents morts et mille cinq cents blessés. Le parti communiste double la mise et ajoute encore quelques centaines à tout hasard.

Les journaux capitalistes à l'étranger rejetèrent en général la responsabilité des troubles sur les anarchistes ; quelques-uns cependant adoptèrent la « ligne » communiste. L'un de ceux-ci fut le journal anglais News Chronicle, dont le correspondant, M. John Langdon Davies, se trouvait à Barcelone à l'époque. Voici des extraits de son article :

UNE SÉDITION TROTSKYSTE

« ... Non, il ne s'est pas agi d'un soulèvement anarchiste ; mais bien d'un putsch, heureusement déjoué, du P.O.U.M. « trotskyste » ayant pour agents d'exécution les organisations qu'il contrôle : les Amis de Durruti et la Jeunesse libertaire... La tragédie commença le lundi après-midi, lorsque le gouvernement envoya de la police armée au Central téléphonique pour en désarmer les employés, hommes pour la plupart de la C.N.T. De graves irrégularités dans le service y faisaient depuis un certain temps scandale. Une grande foule se rassembla à l'extérieur du Central, sur la place d'Espagne, cependant que les hommes de la C.N.T. résistaient, se retirant d'étage en étage jusqu'en haut de l'immeuble... Ce n'était qu'un obscur incident, mais le bruit courut que le gouvernement était sur pied contre les anarchistes. Les rues se remplirent d'hommes armés... À la tombée de la nuit, tous les centres ouvriers et tous les immeubles du gouvernement étaient barricadés, et à dix heures les premiers coups de feu éclatèrent, et les premières ambulances commencèrent à sillonner les rues en se frayant passage à coups de sirène. À l'aube la fusillade avait gagné tout Barcelone. Vers la fin du jour, et alors que le nombre des morts dépassait la centaine, on commença à saisir ce qui se passait. La C.N.T. anarchiste et l'U.G.T. socialiste n'étaient pas précisément, au sens technique de l'expression, « descendues dans la rue ». Tant qu'elles restèrent derrière les barricades, elles s'en tinrent à une attitude d'attente vigilante, attitude qui n'excluait pas le droit de tirer sur tout passant armé... Les fusillades qui se déclenchaient un peu partout furent inmanquablement aggravées par des pacos – des individus isolés, cachés, des

fascistes en général, qui tiraient du haut des toits sans viser rien en particulier, mais dans le but d'accroître autant qu'ils le pouvaient la panique générale. Mais le mercredi soir, on commença à comprendre quels étaient les instigateurs de cette sédition. Tous les murs avaient été tapissés d'une affiche incendiaire, appelant à la révolution immédiate et réclamant l'exécution des chefs républicains et socialistes. Elle portait la signature des « Amis de Durruti ». Le jeudi matin le quotidien anarchiste nia toute connivence de sa part au sujet de cette affiche, déclarant n'en avoir pas eu connaissance et la désapprouver, mais La Batalla, le journal du P.O.U.M., en reproduisit le texte, avec force éloges. Ainsi Barcelone, la première ville d'Espagne, fut jetée au carnage par des agents provocateurs se servant de cette organisation subversive ! »

Tout cela ne s'accorde guère avec les versions communistes que j'ai précédemment citées, mais on va voir que même en ne considérant que ce texte, on y trouve des contradictions. L'affaire est tout d'abord dépeinte comme une « sédition trotskyste », puis présentée comme résultant du raid sur le Central téléphonique et de la croyance générale que le gouvernement « était sur pied contre les anarchistes ». La ville se couvre de barricades et derrière ces barricades se trouvent à la fois la C.N.T. et l'U.G.T. ; deux jours après paraît l'affiche incendiaire (un tract en réalité), et l'on y veut voir par implication le point de départ de toute l'affaire – un effet précédant la cause, quoi ! Mais voici, en fait de représentation erronée des faits, quelque chose de très grave : M. Langdon Davies parle des Amis de Durruti et des Jeunesses libertaires comme d'« organisations contrôlées » par le P.O.U.M. Or elles étaient, l'une et l'autre, des organisations anarchistes et n'avaient aucun lien avec le P.O.U.M. Les Jeunesses libertaires, c'était, au sein des anarchistes, l'Union des Jeunes ; elle était aux anarchistes ce qu'étaient, par exemple, au P.S.U.C., les J.S.U. Quant aux Amis de Durruti, c'était un petit groupement à l'intérieur de la F.A.I., et qui était généralement animé à l'égard du P.O.U.M. d'une âpre hostilité. Je n'ai jamais vu ni entendu dire que personne fût à la fois partie des deux organisations. Il ne serait guère plus faux de prétendre qu'en Angleterre l'Union socialiste est une organisation « contrôlée » par le parti libéral ! Est-ce qu'il y a là de la part de M. Langdon Davies ignorance ? Dans ce cas, il eût au moins dû faire preuve d'un peu plus de prudence en abordant ce sujet très complexe.

Je n'accuse pas M. Langdon Davies de mauvaise foi ; mais, il ne s'en cache pas, il quitta Barcelone aussitôt après la fin des troubles, c'est-à-dire précisément au moment où il eût pu commencer une enquête sérieuse ; et à travers tout son récit il apparaît de façon indiscutable qu'il a accepté la version officielle d'une « sédition trotskyste » sans suffisante vérification. Cela crève les yeux, même en s'en tenant au passage que j'ai cité : « À la tombée de la nuit les barricades étaient élevées », dit-il, et « à dix heures » les premiers coups de feu éclatent. Voilà ce que n'eût certes pu dire un témoin oculaire ! D'après cela, nous devrions en conclure que c'est l'habitude d'attendre que son adversaire ait construit des barricades pour commencer à lui tirer dessus. De ce passage on retire l'impression qu'il s'est écoulé quelques heures entre le moment où l'on a élevé les barricades et le début de la fusillade – alors que, naturellement, c'est l'inverse qui a eu lieu. J'ai été témoin avec beaucoup d'autres des premiers coups de feu échangés, c'était de bonne heure dans l'après-midi. Et de même pour ce qui est de ces « individus isolés », « des fascistes en général » qui tiraient du haut des toits, M. Langdon Davies ne nous dit pas comment il put savoir que ces hommes étaient des fascistes. Il est probable qu'il n'a pas grimpé sur les toits pour le leur demander. Tout simplement il a répété ce qu'on lui a dit, et, comme cela cadre avec la version officielle, il ne le met pas en doute. À vrai dire, au début de son article, une allusion imprudente au ministre de la Propagande trahit l'une des sources probables de la plupart de ses informations. En Espagne les journalistes étrangers furent immanquablement manœuvrés par le ministère de la Propagande ; on pourrait pourtant croire que le nom même de ce ministère devrait suffire à rendre méfiant. Il va sans dire que le ministère de la Propagande était aussi désigné pour fournir des informations objectives sur les troubles de Barcelone que, disons, le défunt Lord Carson aurait pu l'être pour donner un compte rendu objectif du soulèvement de Dublin en 1916.

J'ai indiqué quelles raisons l'on a de ne pouvoir prendre au sérieux la version communiste des troubles de Barcelone. Je dois en outre ajouter quelque chose au sujet de l'accusation générale portée contre le P.O.U.M. d'être une organisation fasciste secrète à la solde de Franco et de Hitler. Cette accusation a été mille et mille fois répétée dans la presse communiste, surtout à partir du début de 1937. Cela faisait partie de la chasse mondiale que le parti communiste officiel menait contre le « trotskysme », dont le P.O.U.M., à l'en croire, était censé être le représentant en Espagne. Le « trotskysme », selon Frente Rojo (le journal communiste de Valence), « n'est pas une doctrine politique. Le trotskysme est une organisation capitaliste officielle, une bande de terroristes fascistes s'occupant de crimes et de sabotages contre le peuple ». Le P.O.U.M. était une organisation alliée aux fascistes en faisant partie de la « cinquième colonne de Franco ». Ce qui est à remarquer dès le début, c'est qu'aucune preuve ne fut jamais fournie à l'appui de cette accusation ; on se contenta d'affirmer la chose sur un ton d'autorité. Et l'attaque fut menée tant qu'on put à coups de diffamations personnelles, et avec une totale insouciance des répercussions que cela pourrait avoir sur le cours de la guerre. Beaucoup d'écrivains communistes paraissent avoir estimé sans importance, comparée à la tâche de diffamer le P.O.U.M., la trahison de secrets militaires. Dans un numéro de février du Daily Worker, par exemple, on permit à un écrivain (Winifred Bates) de déclarer que le P.O.U.M. n'avait, dans son secteur au front, pas même la moitié des troupes qu'il prétendait avoir. Ce qui n'était pas vrai ; mais vraisemblablement cet écrivain croyait dire vrai. Elle-même et le Daily Worker ont donc de leur plein gré publié cette déclaration, sachant que ce faisant ils passaient à l'ennemi l'une des plus importantes informations qui peuvent être communiquées par le moyen d'un journal. Dans le New Republic, M. Ralph Bates déclara que les troupes du P.O.U.M. « jouaient au football avec les fascistes dans le no man's land », et cela en un temps où, en fait, les troupes du P.O.U.M. subissaient de lourdes pertes, où personnellement j'eus un grand nombre d'amis tués et blessés. Et puis il y eut ce dessin injurieux, que l'on fit circuler partout, d'abord à Madrid, puis plus tard à Barcelone, qui représentait le P.O.U.M. sous l'aspect d'un homme qui, ôtant un masque décoré du marteau et de la faucille, découvre un visage marqué de la croix gammée. Si le gouvernement n'avait pas été en réalité dominé par les communistes, il n'aurait jamais permis que l'on fît circuler une chose de ce genre en temps de guerre. C'était porter délibérément un coup au moral non seulement des milices du P.O.U.M., mais à celui de toutes les troupes qui venaient à s'en trouver voisines ; car cela est peu propre à donner du courage que d'apprendre que les hommes qui sont à côté de vous sur le front sont des traîtres. Je ne crois pas, il est vrai, que les injures qu'on leur prodigua à l'arrière démoralisèrent vraiment les milices du P.O.U.M. Mais ce qui est certain, c'est qu'elles étaient calculées pour les démoraliser et que l'on doit tenir ceux qui en furent les auteurs pour des gens qui ont fait passer l'animosité politique avant le souci de l'unité antifasciste.

L'accusation portée contre le P.O.U.M. revenait à dire ceci : qu'un groupement de plusieurs dizaines de milliers de personnes, appartenant presque toutes à la classe ouvrière, et en outre de nombreux auxiliaires et sympathisants étrangers, pour la plupart réfugiés de pays fascistes, et enfin des milliers de miliciens, étaient purement et simplement une vaste organisation d'espionnage à la solde des fascistes. Ça n'avait pas de sens commun et l'histoire passée du P.O.U.M. suffisait à rendre la chose incroyable. Les leaders du P.O.U.M. avaient tous derrière eux un passé révolutionnaire. Certains avaient pris part au soulèvement de 1934 et la plupart d'entre eux avaient été emprisonnés pour leurs activités socialistes sous le gouvernement Lerroux ou sous la monarchie. En 1936, le leader du P.O.U.M. à cette époque, Joaquín Maurín, avait été l'un des députés qui, aux Cortès, avertirent de la rébellion imminente de Franco. Peu de temps après le déclenchement de la guerre, il fut fait prisonnier par les fascistes alors qu'il tentait d'organiser la résistance à l'arrière de Franco. Quand la rébellion éclata, le P.O.U.M. joua un rôle marquant dans la résistance, et à Madrid, en particulier, un grand nombre de ses membres furent tués dans les combats de rues. Il fut l'un des premiers groupements à former des colonnes de miliciens en Catalogne et à Madrid. Comment serait-il possible d'expliquer tout cela comme les actes d'un parti à la solde des fascistes ! Un parti à la solde des fascistes eût tout simplement rejoint l'autre camp.

Et il n'y eut aucun signe d'activités pro-fascistes durant la guerre. On pouvait soutenir – mais en définitive je ne suis pas de cet avis – qu'en réclamant avec insistance une politique plus révolutionnaire le P.O.U.M. divisait les forces du gouvernement et aidait les fascistes ; je pense que n'importe quel gouvernement de type réformiste serait fondé à considérer un parti tel que le P.O.U.M. comme une peste. Mais il s'agit là de tout autre chose que de trahison ! Il n'y a pas moyen d'expliquer pourquoi, si le P.O.U.M. était réellement un groupement fasciste, ses milices restèrent loyales. Voilà huit ou dix mille hommes tenant d'importants secteurs du front dans les conditions terribles de l'hiver 1936-1937. Beaucoup d'entre eux restèrent dans les tranchées quatre ou cinq mois d'affilée. On n'arrive pas à comprendre pourquoi ils ne quittèrent pas tout bonnement le front ou ne passèrent pas à l'ennemi. Il fut toujours en leur pouvoir de le faire, et à certains moments cela eût pu avoir une conséquence décisive. Cependant ils continuèrent à se battre ; bien plus, ce fut après la suppression du P.O.U.M. en tant que parti politique, et alors que chacun avait encore le souvenir tout frais de cet événement, que les milices – non encore réparties dans l'armée populaire – prirent part à l'offensive meurtrière à l'est de Huesca dans laquelle, en un jour ou deux, plusieurs milliers d'hommes trouvèrent la mort. On se serait pour le moins attendu à des fraternisations avec l'ennemi et à de continuelles désertions. Or, comme je l'ai déjà indiqué, celles-ci furent en nombre exceptionnellement faible. Et on se serait aussi attendu à une propagande pro-fasciste, à du « défaitisme », etc. Cependant, rien de tout cela ne se produisit. Il doit évidemment y avoir eu dans le P.O.U.M. des espions fascistes et des agents provocateurs ; il y en avait dans tous les partis de gauche, mais rien n'autorise à penser qu'il y en ait eu davantage dans le P.O.U.M. qu'ailleurs.

Il est vrai que, dans certaines de ses attaques, la presse communiste a dit, avec assez de mauvaise grâce, que seuls les leaders du P.O.U.M. étaient à la solde des fascistes, non les simples membres. Mais ce n'était là qu'une tentative pour détacher de leurs dirigeants les membres du P.O.U.M. La nature même de l'accusation impliquait la participation de tous au complot. Celle des simples membres et des miliciens aussi bien que celle des leaders ; car, de toute évidence, si Nin, Gorkin et les autres dirigeants du P.O.U.M. étaient réellement à la solde des fascistes, il était plus que probable que leurs partisans, qui étaient en contact avec eux, devaient être les premiers à le savoir, plutôt que les journalistes de Londres, de Paris ou de New York. Et, en tout cas, au moment de la suppression du P.O.U.M., la police clandestine contrôlée par les communistes agit conformément à l'hypothèse que tous fussent pareillement coupables, et elle arrêta tous ceux, ayant quelque lien avec le P.O.U.M., sur qui elle put mettre la main, y compris les blessés, les infirmières, les femmes des membres du P.O.U.M. et, dans quelques cas, les enfants.

Finalement, les 15 et 16 juin, le P.O.U.M. fut supprimé et proclamé organisation illégale. Ce fut l'un des premiers actes du gouvernement Negrín qui prit le pouvoir en mai. Une fois le comité exécutif du P.O.U.M. jeté en prison, la presse communiste fabriqua ce qui fut donné comme étant la découverte d'un complot fasciste monstre. Pendant un temps la presse communiste du monde entier publia de façon flamboyante des communications du genre de celle-ci (Daily Worker du 21 juin), résumé sommaire de plusieurs journaux communistes espagnols :

LES TROTSKYSTES ESPAGNOLS CONSPIRENT AVEC FRANCO

« À la suite de l'arrestation d'un grand nombre de dirigeants trotskystes à Barcelone et ailleurs... on a appris à la fin de la semaine les détails d'une des plus abominables affaires d'espionnage qui se soient jamais vues en temps de guerre, et eu révélation de la plus vile trahison trotskyste jusqu'à ce jour... Les documents qui sont en la possession de la police, ainsi que les aveux complets de pas moins de deux cents personnes mises en état d'arrestation, prouvent, » etc.

Ce que « prouvaient » ces révélations, c'était que les leaders du P.O.U.M. communiquaient par radio au général Franco des secrets militaires, qu'ils étaient en rapports avec Berlin et agissaient en collaboration avec l'organisation fasciste clandestine à Madrid. On donnait en outre des détails

sensationnels sur des messages secrets écrits à l'encre sympathique et sur un mystérieux document signé de la lettre N (mise pour Nin, disait-on), etc.

Et finalement tout cela se réduit à ceci : six mois après l'événement, au moment où j'écris ces pages, la plupart des leaders du P.O.U.M. sont toujours en prison, mais n'ont jamais passé en jugement, et les accusations d'avoir communiqué par radio avec Franco, etc., n'ont même jamais été officiellement formulées. S'ils avaient été véritablement coupables d'espionnage, ils eussent été jugés et fusillés en l'espace d'une semaine, comme tant d'espions fascistes l'avaient déjà été. Mais on ne produisit jamais la moindre preuve ; il n'y eut jamais que les affirmations, non confirmées, de la presse communiste. Quant aux « deux cents aveux complets » qui, s'ils avaient existé, eussent suffi à convaincre tout le monde, on n'en a jamais plus entendu parler. Ce fut, en vérité, deux cents produits de l'imagination de quelqu'un !

Qui plus est, la plupart des membres du gouvernement espagnol se sont refusés à ajouter foi aux accusations portées contre le P.O.U.M. Récemment le Cabinet s'est prononcé par cinq voix contre deux en faveur de l'élargissement des prisonniers politiques antifascistes ; les deux voix opposées étant celles des ministres communistes. En août, une délégation internationale conduite par James Maxton, membre du Parlement, se rendit en Espagne pour enquêter au sujet des accusations lancées contre le P.O.U.M. et de la disparition d'Andrés Nin. Prieto, ministre de la Défense nationale, Irujo, ministre de la Justice, Zugazagoitia, ministre de l'intérieur, Ortega y Gasset, procureur général, Prat García, et d'autres encore, répondirent tous qu'ils se refusaient absolument à croire que les leaders du P.O.U.M. fussent coupables d'espionnage. Irujo ajouta qu'il avait parcouru le dossier de l'affaire, qu'aucune desdites preuves ne supportait l'examen, et que le document que l'on prétendait avoir été signé par Nin était « sans valeur » – autrement dit, un faux. Personnellement Prieto tenait les leaders du P.O.U.M. pour responsables des troubles de mai à Barcelone, mais écartait l'idée qu'ils fussent des espions fascistes. « Ce qui est très grave, ajouta-t-il, c'est que l'arrestation des leaders du P.O.U.M. n'a pas été décidée par le gouvernement, c'est de sa propre autorité que la police a procédé à ces arrestations. Les responsables ne sont pas ceux qui sont à la tête de la police, mais leur entourage que, selon leur tactique habituelle, les communistes ont noyauté. » Et il cita d'autres cas d'arrestations illégales par la police. Irujo, de même, déclara que la police était devenue « quasi indépendante » et qu'elle était en réalité sous le contrôle d'éléments communistes étrangers. Prieto, à mots couverts, mais suffisamment clairs, fit comprendre à la délégation que le gouvernement ne pouvait se permettre de mécontenter le parti communiste au moment où les Russes fournissaient des armes. Quand une autre délégation, conduite par John McGovern, membre du Parlement, alla en Espagne en décembre, elle reçut la même réponse, et Zugazagoitia, le ministre de l'intérieur, donna à entendre la même chose, en termes plus nets encore : « Nous avons reçu l'aide de la Russie et nous avons dû permettre certains actes qui ne nous plaisaient pas. » À titre d'exemple de cette autonomie de la police, voici un fait à connaître : même en montrant un ordre signé du directeur des prisons et du ministre de la Justice, McGovern et les autres ne purent obtenir de pénétrer dans une des « prisons clandestines » entretenues à Barcelone par le parti communiste.

Je crois que cela suffit, qu'à présent l'affaire est claire. L'accusation d'espionnage lancée contre le P.O.U.M. n'a jamais eu d'autre fondement que les articles parus dans la presse communiste et que l'activité déployée par la police secrète aux ordres des communistes. Les dirigeants du P.O.U.M. et des centaines ou des milliers de leurs partisans sont toujours en prison et depuis six mois la presse communiste n'a cessé de réclamer l'exécution des « traîtres ». Mais Negrín et les autres n'ont pas cédé et ont refusé d'organiser une tuerie en masse de « trotskystes ». Vu la pression qu'on a exercée sur eux, cela leur fait grand honneur. Et en face de toutes les déclarations que j'ai ci-dessus rapportées, il devient très difficile de croire que le P.O.U.M. était réellement une organisation fasciste d'espionnage, à moins de croire du même coup que Maxton, McGovern, Prieto, Irujo, Zugazagoitia et les autres sont tous à la solde des fascistes.

Venons-en enfin à l'accusation de « trotskysme » portée contre le P.O.U.M. On prodigue à présent ce terme avec de plus en plus de facilité et il est employé d'une manière qui est extrêmement trompeuse, et qui souvent vise à tromper. Cela vaut donc la peine de prendre le temps de le définir. On emploie le terme trotskyste pour signifier trois choses distinctes :

1) Quelqu'un qui, comme Trotsky, préconise la « révolution mondiale » et qui est contre le « socialisme dans un seul pays ». En termes moins précis : un révolutionnaire extrémiste.

2) Un membre de l'organisation effective dont Trotsky est le dirigeant.

3) Un fasciste déguisé se donnant pour un révolutionnaire, et dont l'action consiste spécialement à faire du sabotage en U.R.S.S., mais, en général, à diviser et miner les forces de gauche.

Au sens 1) le P.O.U.M. peut probablement être considéré comme trotskyste. Tout comme l'I.L.P. d'Angleterre, le S.A.P. d'Allemagne, la gauche révolutionnaire du parti socialiste de France, etc. Mais le P.O.U.M. n'avait aucun lien ni avec Trotsky ni avec l'organisation trotskyste (« bolchevik-léniniste »). Quand la guerre éclata, les trotskystes étrangers qui vinrent en Espagne (au nombre de quinze à vingt) militèrent d'abord avec le P.O.U.M., parce que c'était le parti le plus rapproché de leur propre point de vue, mais sans en devenir membres ; par la suite Trotsky ordonna à ses partisans d'attaquer la politique du P.O.U.M. qui, alors, épura ses bureaux des trotskystes qui s'y trouvaient, mais quelques-uns cependant restèrent dans les milices. Nin, qui devint le leader du P.O.U.M. après que Maurín eût été fait prisonnier par les fascistes, avait été dans le temps secrétaire de Trotsky, mais il y avait plusieurs années qu'il l'avait quitté ; il avait ensuite formé le P.O.U.M. par le fusionnement de divers communistes oppositionnels avec un parti déjà existant, le Bloc ouvrier et paysan. Le fait que Nin avait autrefois fréquenté Trotsky fut exploité par la presse communiste pour démontrer que le P.O.U.M. était en réalité trotskyste. En employant un argument de cette sorte, on pourrait démontrer que le parti communiste anglais est en réalité une organisation fasciste parce que M. John Strachey a dans le temps fréquenté Sir Oswald Mosley !

Au sens 2) – le seul qui soit tout à fait précis – le P.O.U.M. n'était certainement pas trotskyste. Il importe d'établir cette distinction, parce que les communistes sont pour le plus grand nombre persuadés qu'un trotskyste au sens 2 est inmanquablement un trotskyste au sens 3 – autrement dit, que l'organisation trotskyste tout entière n'est qu'un vaste appareil d'espionnage fasciste. Le mot trotskysme n'attira l'attention du public qu'à l'époque des procès de sabotage en Russie ; aussi qualifier quelqu'un de trotskyste revient, ou peu s'en faut, à le qualifier d'assassin, d'agent provocateur, etc. Mais en même temps quiconque critique la politique communiste d'un point de vue de gauche court le risque d'être traité de trotskyste. Mais alors, soutient-on que quiconque professe l'extrémisme révolutionnaire est à la solde des fascistes ?

Dans la pratique, tantôt on le soutient, et tantôt non, suivant que cela est ou non opportun étant donné la situation locale. Lorsque Maxton alla en Espagne avec la délégation dont j'ai parlé précédemment, Verdad, Frente Rojo et d'autres journaux communistes espagnols le traitèrent immédiatement de « trotskyste-fasciste », d'espion de la Gestapo, etc. Mais les communistes anglais se gardèrent bien de répéter cette accusation. Dans la presse communiste anglaise, Maxton devint seulement un « ennemi réactionnaire de la classe ouvrière », ce qui est d'un vague commode. Et cela pour la bonne raison que plusieurs leçons cuisantes ont inspiré à la presse communiste anglaise une crainte salutaire de la loi sur la diffamation ! Le fait que cette accusation ne fut pas répétée dans le pays où l'on eût pu avoir à en prouver le bien-fondé est un suffisant aveu de sa fausseté. Peut-être trouvera-t-on que j'ai parlé des accusations portées contre le P.O.U.M. plus longuement qu'il n'était nécessaire. Comparée aux grandes souffrances d'une guerre civile, cette sorte de querelle intestine entre partis, avec ses injustices inévitables et ses fausses accusations, peut paraître sans importance. Mais en réalité elle ne l'est pas. Je crois que les écrits diffamatoires et les campagnes de presse de ce genre, et la tournure d'esprit que cela dénote, sont de nature à faire le plus grand tort à la cause antifasciste.

Quiconque a donné un instant d'attention à la question sait que cette tactique des communistes à l'égard des opposants politiques, qui consiste à utiliser des accusations forgées de toutes pièces, n'est pas une nouveauté. Aujourd'hui, le mot-clé est « trotskyste-fasciste » ; il était hier « social-fasciste ». Il y a à peine six ou sept ans, les grands procès d'État russes « prouvaient » que les dirigeants de la IIe Internationale, y compris, par exemple, Léon Blum et des membres éminents du parti travailliste anglais, ourdissaient un complot monstre en vue de l'invasion militaire de l'U.R.S.S. Ce qui n'empêche pas aujourd'hui les communistes français de ne pas demander mieux que d'avoir Léon Blum pour leader, et les communistes anglais de remuer ciel et terre pour entrer dans le parti travailliste. Je doute que le jeu en vaille la chandelle, même d'un point de vue sectaire. Tandis qu'on ne peut douter de la haine et de la dissension qu'engendre l'accusation de « trotskysme-fascisme ». Partout on lance les membres du parti communiste dans une absurde chasse à l'hérétique contre les « trotskystes » et l'on ramène ainsi les partis du type du P.O.U.M. à la position déplorablement stérile de n'être plus que des partis anticommunistes. Déjà s'annonce une dangereuse scission dans le mouvement ouvrier mondial. Quelques écrits diffamatoires de plus contre des socialistes qui l'ont été toute leur vie, quelques coups montés de plus du genre des accusations lancées contre le P.O.U.M., et ce sera la scission sans possibilités de réconciliation. Le seul espoir est de maintenir la controverse politique sur un plan où une discussion approfondie est possible. Entre les communistes et ceux qui sont, ou se targuent d'être, plus à gauche qu'eux, il y a une différence réelle. Les communistes soutiennent que l'on peut battre le fascisme en s'alliant avec des fractions de la classe capitaliste (cela s'appelle Front populaire) ; leurs opposants soutiennent que cette manœuvre n'aboutit qu'à fournir au fascisme de nouveaux terrains où croître. La question avait à être posée ; car prendre la mauvaise voie peut nous valoir des siècles de demi-esclavage. Mais tant qu'en guise d'arguments on ne saura que crier « Trotsky-fasciste », la discussion ne peut même pas commencer. Il me serait impossible, par exemple, d'examiner la question des droits et des torts dans les troubles de Barcelone avec un membre du parti communiste, parce qu'aucun communiste – j'entends communiste « bien-pensant » – ne pourrait admettre que j'ai présenté un compte rendu véridique des faits. S'il suivait consciencieusement la « ligne » de son parti, il aurait le devoir de me déclarer que je mens, ou, au mieux, que je me suis lamentablement fourvoyé, et que quiconque a seulement jeté un coup d'œil sur les en-têtes du Daily Worker à mille kilomètres du théâtre des événements sait mieux que moi ce qui s'est passé à Barcelone. Dans de telles conditions, il n'y a pas de discussion possible, le minimum d'accord indispensable ne peut être obtenu. Quel but poursuit-on en disant que des hommes comme Maxton sont à la solde des fascistes ? Uniquement celui de rendre impossible toute discussion sérieuse. C'est comme si au milieu d'un tournoi d'échecs l'un des compétiteurs se mettait soudain à crier que l'autre est coupable de crime d'incendie ou de bigamie. Le point qui est véritablement en litige reste inabordé. La diffamation ne tranche pas la question.